

Migrations dans un monde globalisé

Maria Stoicovici*

Academia Tehnică Militară „Ferdinand I”

Abstract: What perspectives open to the world of the 21st century? Tomorrow’s Europe will need to have a structured system of action on free movement. The causes of migrant’s decision to leave remain the same; they are specific to each area of departure, but migrants will be more and more numerous. Europe cannot receive more immigrants than the traditional immigration countries do, although the declining demographics and job vacancies can affect its future development; it will “communitarise the management of external borders through the visa system” and the filtering of asylum applications. The EU countries will have to support a common migration policy, but that does not mean that the borders will be closed to all migrants. Besides financial costs, border control also has political implications. A poorly-designed closure policy can influence public opinion to become a vehement opponent of migration and can generate perverse effects contrary to migratory flows and structural adjustments of Southern and Eastern countries; which through people mobility are trying to reduce economic, social and cultural disparities. The alternative to border closure found by migration analysts is to learn how to “live together” and to find real solutions that will enable people to choose between leaving and staying at home.” Living together” pursues social cohesion and the integration of immigrant populations.

Keywords: *perspectives; living together; immigration; rights; integration; citizenship.*

Cuvinte-cheie: *perspective; viața în comun; imigrație; drepturi; integrare; cetățenie.*

Introduction

Tous s’accordent à dire que la mobilité, loin d’être un impedimenta, est plutôt un facteur de développement, de la gestion duquel s’occupent les politiques intérieure et extérieure de sécurité. Les migrations constituent aujourd’hui des enjeux mondiaux par leur importance interne et leur dimension internationale. Avec une influence croissante dans les relations bilatérales et multilatérales entre les pays, dans des domaines très divers tels la sécurité, le développement, l’intégration etc., elles réalisent un rééquilibrage démographique ville-campagne ou pays d’origine – pays de destination. En plus, vu leur caractère massif, elles «remettent en cause la stabilité, les garanties démocratiques et les droits de l’homme en Occident» (Semintore, 2011).

Il y a cinquante ans, l’existence des étrangers, l’ethnique et le culturel ne constituaient pas des problèmes préoccupant les pays d’accueil, parce que l’Etat-nation était conçu pour comprendre des individus appartenant aux mêmes valeurs. Or les migrations actuelles nuisent aux fondements du système international: souveraineté, frontière, citoyenneté et aux équilibres économiques et politiques de ces pays. Les migrations posent un défi aux systèmes d’éducation, de santé et à ceux qui s’occupent de l’hébergement des migrants. Devant elles, les frontières disparaissent et laissent entendre que ceux qui les protègent manquent de vigilance ou de prudence. Les migrations affaiblissent l’identité nationale.

Par conséquent, il est absolument nécessaire que les États sécurisent par surveillance et contrôle leurs frontières et qu’ils coopèrent pour contrôler les flux mondialisés.

* Academia Tehnică Militară "Ferdinand I", Bulevardul George Coșbuc nr. 39–49, Sector 5, București.
E-mail: m.stoicovici@gmail.com.

Ayant en vue leur diversification et autonomie accrue, les politiques en domaine doivent changer en permanence, leur objectif visant la migration comme «un processus bien géré et non comme un problème qui devrait être résolu» (Wihtol de Wenden, 1999)

Dans cet article nous nous sommes proposé, en partant des causes pour lesquelles les migrations se produisent, de trouver les nouvelles caractéristiques du phénomène à l'heure actuelle et d'expliquer pourquoi les politiques le concernant ne réussissent pas encore.

Du moment que la migration devient problème prioritaire depuis 2014, l'Union européenne doit prendre toutes les mesures pour assurer à son intérieur le «vivre ensemble» Elle s'est bâti une politique dans ce sens, mais n'ose pas l'appliquer parce que l'essor du phénomène migratoire représentant déjà un problème de sécurité, la pousse de se raviser en se préoccupant d'assurer plutôt la sécurité de son territoire.

Mais comme la diversité culturelle est une réalité, l'attitude de l'Europe doit changer. Sa politique doit être renouvelée et devenir juste, cohérente, correcte, systématique et doit mettre sur le premier plan le dialogue culturel sans lequel une vie pacifique ne pourra exister. Un rôle important revient dans cette démarche à l'enseignement inter-culturel qui doit partir de l'idée que les cultures doivent être traitées d'une manière égale. Son but ultime c'est de réaliser l'entente. Par conséquent, il s'ingéniera à créer à ses apprentis un sentiment d'identité et de communauté européennes et arriver en fin de compte à créer la citoyenneté active pluri-lingue et pluriculturelle.

Quant à la Roumanie et à sa triple hypotase de pays d'origine, de transit et de destination des migrants, ici la migration est un processus continu, le principal processus de changement social et l'une des principales stratégies occupationnelles et de vie.

En tant que pays d'émigration, la Roumanie supporte les conséquences économiques, sociales et démographiques du phénomène. Comme pays de transit, elle est inscrite dans

«la voie balkanique» de la migration illégale, cette position lui affectant des domaines vitaux de la société et surtout la sécurité de l'Etat et de ses citoyens. Ses six zones atteintes par la migration illégale connaissent à présent une diminution du phénomène, grâce aux mesures visant à sécuriser et à surveiller les frontières.

L'adhésion à l'UE, ainsi que son emplacement, font de la Roumanie un pays de destination attrayant pour beaucoup de migrants venant des pays de l'Asie centrale, du Moyen Orient, de l'Afrique du Nord, mais aussi de l'espace ex-yougoslave ou ex-soviétique, à la suite des situations de conflit ou post-conflit. Leur nombre s'accroît et va s'accroître une fois avec la nécessité de remplir «les creux» sur le marché du travail. Ayant en vue que dans un avenir proche la Roumanie pourrait devenir un «pays cible» de la migration illégale, on essaie de gérer ce phénomène par des institutions appropriées. L'adhésion a signifié aussi des efforts pour atteindre le niveau de compatibilité législative avec les Etats membres.

Comme les migrations deviennent de plus en plus diverses et autonomes, les politiques les concernant doivent changer en permanence, leur objectif visant qu'elles soient «un processus qui doit être géré, non un problème qui doit être résolu». (Wihtol de Wenden, 1999).

La migration des populations

La migration humaine, par tous ses aspects, se présente comme «un fait social total», comme disait Abdelmalek Sayad, empruntant l'expression à Marcel Mauss, (Sayad, 1999) mais elle a été longtemps perçue comme dépendant seulement du domaine de la souveraineté nationale. «Le dialogue à haut niveau sur les migrations internationales et le développement» qui a eu lieu en 2006 à l'ONU a consacré le thème sur le plan international et dès lors il n'est plus ignoré. En plus, à cette occasion on a jeté les

bases d'un cadre concerté dans lequel ce phénomène soit analysé pour que l'on mette en évidence d'une part les intérêts des pays impliqués et de l'autre, ceux des migrants.

La première question qui se dégage en étudiant ce phénomène est la suivante: **«pourquoi l'homme émigre?»** Bien sûr, la migration a à son origine une motivation de départ précise. Une chose est certaine: il y a et il y aura toujours des motivations de départ, donc la migration ne cessera jamais. Ses causes sont pourtant très diverses. Les théories sur le phénomène donnent des réponses différentes visant soit les déséquilibres entre les économies nationales, soit des événements antérieurs tels que la colonisation, les influences politiques, le commerce, les investissements ou les liens culturels. Si l'on prend aussi en considération et des hypothèses telles la démographie, la dépendance de métropole, la géographie, on aura déjà un tas de réponses à la question posée. Toutes ces théories essaient de rendre compte de l'évolution du système migratoire mondial. Mais leur vision se heurte à quelques obstacles, parmi lesquels la difficulté de tenir compte de l'action régulatrice des Etats sur la migration internationale. Puis, elles ne tiennent pas compte du libre arbitre, des motivations et des logiques des migrants et considèrent ces derniers les victimes involontaires du système. Peut-être la première des causes et la plus sérieuse, celle qui détermine les gens à choisir la migration comme unique stratégie de survie, est la paupérisation massive (Stoicovici, 2013a, 40–41).

Des flux migratoires ont existé depuis toujours. Par quoi peuvent-ils encore s'imposer à l'étude et, en plus, représenter une nouveauté et un sujet d'intérêt inscrit dans les agendas des différents forums internationaux? Dans l'histoire de l'humanité il y a eu plusieurs étapes et plusieurs types de migrations internationales. En les étudiant on pourrait mieux comprendre la distribution actuelle des flux dans le monde, la catégorisation des pays tenant compte de leur relation avec la migration (pays d'origine, de transit ou de destination des migrants), les

conditions favorisant les migrations contemporaines, le nouveau profil des migrants, la logique de leur départ, les nouveaux facteurs de la mobilité, les tendances, les conséquences et les perspectives actuelles des migrations, en un mot, l'ampleur sans précédent de ce phénomène.

Les politiques de libéralisation des échanges de marchandises – les accords ALENA, (même si les questions migratoires ont été volontairement exclues de cet échange, l'inclusion du Mexique étant due à la volonté de réguler l'émigration en provenance du Mexique) (Nakache, 2003, 9), le Processus de Barcelonne, (Bertholle, 2005) ou MERCOSUR- n'ont pas eu d'effet direct sur la diminution des flux migratoires. Les migrations n'ont cessé ni en période de crise, parce que leurs causes sont multiples, non seulement économiques. Mais à court terme on a observé une symbiose entre migration et développement: plus de migration détermine plus de développement (en termes de transferts monétaires, culturels, même de démocratie) et, à l'envers, un plus grand développement entraîne une plus grande migration, car les déséquilibres socio-économiques déclenchent un exode rural et de nouvelles mobilités (Stoicovici, 2013a, 72–78). La migration ne suffit pas, quand même, pour créer seule les conditions d'un développement réel.

Les politiques sur la migration ont réussi à arrêter les flux par-ci par-là, mais l'installation des migrants en Europe a créé beaucoup de problèmes aux Etats de destination: l'affirmation des identités ethniques, l'institutionnalisation de l'Islam, la lutte de résistance, manifestée par des solidarités culturelles et/ou religieuses les ont inquiétés. La peur s'est accrue, du moment que cela impliquait de réviser les lois et, par conséquent, d'octroyer des droits «aux étrangers», c'est-à-dire à ceux qui venaient des pays se situant hors de l'Union européenne. Pour les européens, les politiques sur la migration ont la teinte du national. Gérer les migrations signifie pour les Etats-nations quatre grands aspects à avoir en vue: migration et développement, facilitation et réglementation de la

migration et gestion de la migration forcée. Une bonne politique essaie de gérer les problèmes soulevés par chacun des quatre domaines visés. Mais les pays voient différemment ce phénomène et essaient de répondre individuellement à ses nouveaux défis: du point de vue moral (concernant le recrutement des élites), humanitaire (concernant le droit d'asile), de justesse (les quotas), d'équité (l'égalité homme – femme); il y a encore les discriminations concernant le travail, l'école, l'habitation, les rapports avec les institutions de l'autorité.

Si les migrations sont un indicateur du mode de fonctionnement des démocraties (et l'on sait bien que la démocratie suppose non seulement la participation de tous les membres de la société à la prise des décisions importantes, mais aussi beaucoup de tolérance) **pourquoi les politiques sur la migration ne réussissent pas en Europe?** Pourquoi, durant les 40 dernières années qui se sont écoulées, le vieux continent n'a pas réussi à élaborer des politiques de migration applicables dans tous les Etats de l'Union? Les pays occidentaux ont choisi la solution de la «forteresse», soutient Catherine Wihtol de Wenden (2003), très couteuse de tous les points de vue (financier, politique, diplomatique, humain) pour le contrôle des frontières, les rapatriements et les lieux de rétention, au lieu de penser aux politiques visant les avantages de toutes les parts impliquées. Il en résulte clairement que l'Europe, même si elle a déjà projeté de telles politiques, craint leur application, surtout après les événements de 2001 et 2004. La migration a été depuis toujours un problème de sécurité, devenu majeur après les événements mentionnés et les préoccupations visant la sécurité nationale, manifestées dans les Etats membres, diminuent l'impact des politiques communautaires sur la migration, ainsi que la capacité de l'Union de créer un environnement positif pour les immigrés. La conséquence naturelle de l'attitude européenne est l'accroissement de la migration illégale et l'accentuation de la xénophobie de la poli-

tique d'extrême droite, conformément à laquelle les immigrés sont des voleurs, terroristes, criminels etc. (Lendja Ngnemzue, 2016).

L'essor actuel de la mobilité des personnes impose la migration comme un problème prioritaire dans l'agenda des forums internationaux, surtout après 2014, auquel tous les Etats concernés doivent attacher une importance croissante par l'élaboration des politiques cohérentes reliant la migration au développement. Mais l'encouragement du développement ne peut être une mesure préventive contre la migration. Tous les deux, migration et développement, sont des réalités complémentaires qui peuvent contribuer à l'amélioration des conditions de vie de tous les hommes.

Il semble que la seule solution qui reste aux européens est d'accepter de «vivre ensemble» (Wihtol de Wenden, 2006). Cela signifie des solutions qui donnent à chacun la liberté de vivre et travailler ici en Europe, du moment qu'il a choisi d'y mener sa vie, sinon de lui donner la possibilité de retourner chez soi, comme affirme l'auteure. «Vivre ensemble» c'est un projet d'envergure visant surtout «la constitution d'une identité culturelle relationnelle» (Wolton, 2003, 161), la réalisation de la cohésion sociale, l'intégration des étrangers et des populations venues de l'immigration. La ville représente le lieu, «le creuset» de la vie en commun. Le phénomène de métropolisation fait des grandes villes du monde des noeuds des itinéraires migratoires.

La Roumanie, en tant que pays d'origine, de transit et de destination des migrants se voit obligée à gérer aussi bien la sortie que l'entrée d'un nombre de plus en plus grand de personnes. Des politiques de contrôle des flux seront assurément nécessaires et c'est pourquoi la connaissance détaillée du phénomène et la mise en accord avec les politiques afférentes de l'Union sera obligatoire.

Les implications des migrations sur la sécurité des nations

Des phénomènes comme la mondialisation, la transnationalisation, la fragmentation, l'émergence des réseaux, les diasporas demandent impérieusement l'élargissement de l'aire de la sécurité, depuis la dimension militaire et politique à celle de l'environnement, économique et sociétale. De nouveaux concepts, parmi lesquels celui de «sécurité humaine» (Stoicovici, 2013b, 43–46) sont en étroite liaison avec la migration. Ce concept a comme élément fondamental l'individu, composante d'une entité politique et se trouvant en contact permanent avec son environnement. Il concerne les droits des citoyens de vivre dans un environnement de sécurité pacifique, où leurs activités politiques, sociales, économiques et culturelles soient protégées. La sécurité humaine prévoit l'atteinte d'un niveau de vie acceptable et la garantie des droits humains fondamentaux (de s'exprimer librement, de s'associer et de se déplacer). Voilà comment la migration humaine peut demander à être reconnue, car tant que les migrants ont un but honnête, paient leurs impôts, se conforment aux exigences et apprennent la langue du pays d'accueil, ils doivent être protégés dans la même mesure où les autochtones doivent être arrêtés s'ils portent atteinte à la sécurité des autres.

La dimension sociale de la sécurité nationale. La perspective sociale des migrations

La question qui caractérise le monde actuel est celle sociale. **Pourquoi les migrations ne peuvent-elles être comprises en dehors du phénomène de la mondialisation?** Qu'est-ce qui relie migration et mondialisation, du moment que les migrations existent depuis toujours, donc avant la manifestation de ce phénomène? C'est pourquoi il faut analyser sa question sociale, comment

elle est apparue, pourquoi, quels sont les défis planétaires et les conséquences de cette question pour la sécurité. Tout part du fait que, si l'extension du capitalisme sous forme financière et commerciale contribue à unifier la planète, sur le plan social elle génère inégalités et exclusion, une puissante polarisation sociale tant à l'intérieur des Etats qu'à leur extérieur, entre les Etats, ou entre les différentes régions du monde.

La mondialisation se manifeste sous différentes formes telles: échanges politiques profonds, nouveaux rythmes de la démographie, croissance des flux financiers et commerciaux sous la direction des entreprises transnationales, nouveaux pôles de croissance économique en Asie, etc. Tous ces changements sont des sources d'insécurité internationale, parce qu'ils fragilisent les Etats-nations, les sociétés qui perdent leurs repères idéologiques et culturels et, en même temps, les individus, qui respectent de moins en moins l'ordre politique établi. Puis s'y ajoutent la perte d'une part de la souveraineté traditionnelle de l'Etat, une faible coopération intergouvernementale et la diminution de la puissance des gouvernements de gérer tous les problèmes économiques, politiques et sociaux du pays. Bien sûr que le domaine le plus affecté sera celui social. Les trois milliards d'hommes qui vivent aujourd'hui «sous le seuil de la pauvreté», leurs conditions de travail, de vie, leur exploitation, en sont des preuves qui réclament en prioritaire le débat de la question sociale tant sur le plan idéologique que politique, ayant en vue qu'elle ne peut pas être dissociée de l'atteinte à l'environnement et menace la survie sur la terre.

D'autre part, les Etats puissants expliquent l'aggravation des problèmes sociaux et les quotas sans précédent de la pauvreté par le fait qu'ils les ont laissés de côté pour s'occuper des problèmes du terrorisme. La lutte antiterroriste c'est la priorité numéro 1; en plan second, c'est la lutte contre la criminalisation de certaines sociétés aux grandes instabilités sociales. Au lieu de lutter contre la pauvreté, pour la justice sociale, la politique

lutte aujourd'hui pour satisfaire aux exigences de la sécurité. Par conséquent, la famine, la pauvreté, l'instabilité des gouvernements, les graves problèmes de l'environnement déterminent les gens de quitter leurs parages à la recherche d'une vie meilleure.

Après la Seconde guerre mondiale l'Europe est devenue terre d'immigration, des milliers de gens de partout le monde se dirigeant vers le vieux continent. Au début, ils ont été admis, parce que les pays européens avaient besoin d'eux pour mettre sur pied leur économie, puis les règles de l'admission se sont durcies et, petit à petit, l'Europe s'est fermée aux migrants. Aujourd'hui, en dépit de la baisse de la démographie et du besoin massif de main d'œuvre, **l'Europe traite d'une manière indigne les immigrés** (Tarrus, 2002), en leur répondant avec violence, en les privant de liberté, en appliquant des législations aux connotations xénophobes et racistes.

Pourquoi cette attitude? A cause du nombre des migrants qui s'accroît de plus en plus (Castles, 2008)? On sait bien que l'identité européenne se base sur la symbiose ethnique – culturel – national, une «symbiose qui différencie et exclut» et qui refuse à comprendre le nouveau modèle politique de la nouvelle structure du monde qui transcende les frontières nationales. Ainsi se fait que pour les européens les principales menaces sont la migration et les transformations entraînées par le processus d'intégration, ainsi que les conflits entre les communautés ethniques. Ces transformations visent les dimensions identitaires: langue, religion, culture. Pour l'Europe, la nation continue à être le lieu d'identification privilégiée et une instance de réglementation. Elle transcende les différences de tout type (sociales, religieuses, identitaires) entre les populations et les intègre dans une entité organisée dans un projet politique commun. La nation crée aussi l'espace politique à l'intérieur duquel on réglemente les relations, les rivalités, les conflits entre les individus et entre les

groupes. Pour l'individu européen l'appartenance à la nation est synonyme à l'appartenance à l'Etat.

L'identité européenne doit résoudre un dilemme: sa modalité classique de définition est basée sur la symbiose ethnique – culturel – national, renforcés par l'Etat national, mais cette symbiose différencie et exclut. Accepter et inclure l'Autre (qui ne partage pas les mêmes attributs ethniques et culturels) c'est être contre la logique de la construction identitaire, c'est la désorganiser. Or, pour les Européens, garder l'identité nationale c'est garder une source contre l'appauvrissement de leur existence.

Alors, dans de telles circonstances, **l'identité européenne peut-elle encore être intéressée à trouver des modalités d'entrer en relation avec l'altérité?** Une chose est sûre: dans la société européenne la diversité culturelle est déjà une réalité quotidienne, la respecter signifie respecter des droits fondamentaux, elle est la pluralité de consciences, sagesse, le dynamisme, elle est une force collective de l'humanité reconnue par de plus en plus de forums internationaux.

L'installation des populations de traditions culturelles et politiques différentes demande aux européens de nouvelles politiques, qui contrôlent et atténuent les différences représentées par ces populations étrangères établies ici définitivement. Plusieurs causes vont accentuer ce phénomène, et dans cet espace devront ainsi cohabiter de plus en plus de gens de cultures différentes. En outre, la dépendance croissante des Etats place les gens dans un processus d'intégration au niveau planétaire. On est d'ailleurs au tout premier stade de ce processus (Elias, 1991). Ce phénomène requerra le dialogue entre cultures et civilisations sans lequel une vie pacifique ne pourra pas exister.

La culture, perçue dans ces quelques aspects (collective, cognitive, sociale et descriptive) (Boacă, 2007) n'a pu exister que déterminée de l'esprit de chaque peuple. Elle a été le fruit de la création et le trésor accumulé en espace et à travers le temps par les com-

munautés humaines. Plus les gens se rapprochent et se connaissent mieux, plus ils se rendent compte de la grande diversité de leurs cultures. N'oublions pas que la culture en tant que produit des sous-cultures (une préoccupation des sociologies anglo-saxonne et américaine) met en valeur l'importance de la diversité culturelle et la nécessité de traiter les cultures humaines de manière égale.

La diversité des cultures peut bloquer la communication. Voilà pourquoi les gens doivent être sensibilisés à la différence et cela c'est la tâche de l'éducation interculturelle, dont le but est l'interaction culturelle. Le rôle de l'école, de tous les facteurs éducationnels est de réaliser l'approche entre les hommes. L'éducation se fait à l'aide d'une langue. La différence ne doit pas être perçue comme une menace, mais comme une possibilité d'enrichissement culturel et spirituel. L'éducation et la philosophie de quelques nouveaux courants tels l'interculturalisme (qui sensibilise sur la diversité culturelle) et le transculturalisme (ou le droit égal de développer des relations transurbaines, transrégionales, transnationales, transcontinentales) se manifestent de plus en plus et prouvent la tendance du monde actuel de se mouvoir, de se transformer, de se rapprocher. Il est évident que le social l'emporte sur le politique et que le social demande au politique de réglementer.

Quand les gens veulent collaborer, ils commencent bien sûr par établir un dialogue entre eux dans une certaine langue, n'importe laquelle. Les aspects concernant les langues sont variés. Voilà quelques-uns d'entre eux. Les langues se trouvent dans une permanente dynamique. Elles se transforment à travers le temps et en fonction des besoins de leurs locuteurs. En plein processus de mondialisation, beaucoup d'entre elles disparaissent et avec elles, des cultures entières de l'humanité, des manières de penser et de comprendre. C'est pourquoi la diversité des langues doit être gardée, elle nous enrichit vraiment.

Chacun de nous connaît deux ou plusieurs langues. Le plurilinguisme peut être

un phénomène individuel ou collectif, un facteur de stratification ou d'exclusion. Sur un même territoire peuvent coexister ou entrer en conflits plusieurs langues. Ces conflits peuvent être réglés par des politiques linguistiques. Chacun d'entre nous fait la preuve d'un plurilinguisme, externe mais aussi interne. Chacune des langues parlées nous exprime d'une autre manière. Nous parlons plusieurs langues ou plusieurs variations de la même langue. On a une langue de groupe, une langue de famille, une langue d'état, une ou plusieurs langues de communication internationale. Chacune de ces langues change les données de l'identité, et prouve ainsi que l'identité unique est une utopie. On protège l'identité propre en protégeant celle des autres.

Chacun de ces aspects nous demande une autre manière d'aborder le problème de l'adaptation des immigrés. En les connaissant, nous nous rendons compte du rôle important des politiques justes, cohérentes, correctes, systématiques qui doivent être adoptées pour arriver au but établi: l'entente, ayant en vue que les langues ont été et sont encore un facteur d'entente et d'intégration, mais aussi de démarcation et d'exclusion. Les politiques linguistiques sont une composante de la vie publique, de la politique interne et externe, de l'éducation et de l'enseignement.

Un monde plurilingue doit être éduqué dans l'esprit du respect envers l'Autre. L'éducation interculturelle a un rôle crucial dans la lutte contre les réactions de rejet de l'Autre et se réalise par l'intermédiaire de la langue qui représente la manière d'accès privilégié à une culture.

Pour pouvoir éduquer, les enseignants eux-mêmes doivent être formés. Puis, la mission primordiale de l'école est de fournir à tous les élèves (autochtones ou immigrés) scolarisés les outils nécessaires pour maîtriser efficacement la langue du pays de destination, tant sous ses diverses manifestations orales que sous sa forme écrite, en vue d'une bonne intégration. L'enseignement interculturel actuel doit se proposer de réaliser même

en partie le dépassement des préjugés, des stéréotypes nationaux et des conflits qui peuvent les déclencher, et cela par la création d'un sentiment d'identité et de communauté européenne. L'objectif c'est la création d'une citoyenneté active plurilingue et pluriculturelle.

Tous ces aspects sont déjà compris dans le Cadre Européen Commun pour les langues et a commencé à être appliqué sur tout le territoire de l'Union.

La migration de, à travers et en Roumanie

Le titre de ce chapitre vise toutes les positions de la Roumanie face à la migration, c'est-à-dire de pays d'origine, de transit et de destination de la migration.

Si on voulait caractériser en bref le processus migratoire de la Roumanie, on pourrait dire qu'il est le principal processus de changement social, un phénomène devenant l'une des principales stratégies occupationnelles et de vie adoptée par les jeunes gens. Comme la Roumanie est un pays d'émigration nette, elle a été et l'est encore affectée du point de vue économique, social et démographique. Les directions des flux ont visé l'Italie où il y a en ce moment 40% des migrants, c'est-à-dire plus d'un million de personnes, l'Espagne, 30% d'entre eux, les Etats-Unis et le Canada. La migration roumaine est l'un des principaux fournisseurs de main d'œuvre pour le marché européen et la migration de la main d'œuvre est la principale composante de la migration roumaine. C'est un processus continu qui comprend de plus en plus de jeunes. En 2005, 26,4% d'entre eux représentaient les émigrés aux études supérieures, tandis qu'en Roumanie on enregistre un déficit de main d'œuvre en hausse. Ceux qui s'occupent des statistiques remarquent que la Roumanie exporte trop de main d'œuvre (quatre fois plus qu'elle importe), et surtout qualifiée, de sorte que bientôt le pays va importer des travailleurs, parce

que le déficit va augmenter. On aura besoin de main d'œuvre dans le domaine de la recherche, de la création et de l'IT. «or en ce moment «scientifiques, étudiants de troisième cycle, spécialistes en télécommunications, ingénieurs, programmeurs, personnel médical etc., entre deux et cinq mille Roumains par année, représentant en moyenne 2% du contingent annuel d'immigrés réservé aux travailleurs qualifiés, s'établissent au Canada en tant que résidents permanents», note Mihaela Nedelcu (2005). Tandis que Zamfir, (2017) souligne que dans l'IT le déficit est de 35% par rapport à la demande. Cette main d'œuvre va coûter de plus en plus cher. Les leaders du Domaine des Services en Affaires en Roumanie ne sauraient ne pas remarquer les raisons pour lesquelles les Roumains sont sollicités et préférés: ils connaissent plusieurs langues étrangères et leur culture permet une meilleure entente avec les autres.

En 2010, le nombre d'émigrés roumains dépassait 2 millions de personnes et tendait à dépasser celui des Turcs (2,4 millions) en Europe. Quelques-uns sont partis à base d'un contrat légal, d'autres ont émigré pour plusieurs années et il y en a qui ont des contrats plus courts d'une année. Mais il y a aussi des Roumains qui sont devenus les victimes du trafic de toutes sortes et des réseaux du crime organisé, d'autres qui ont travaillé en illégalité en Turquie, Italie et Espagne. La migration illégale a pu se développer à cause d'une capacité insuffisante des autorités roumaines de gérer ce phénomène à l'époque. Les régions roumaines aux plus hauts quotas de migration enregistrent, bien sûr, et les plus grands déficits de main d'œuvre. Bucarest et encore treize départements ont perdu en 2016 plus de 5200 habitants. Au total on a enregistré cette année-là 210000 émigrés. (Mihai, 2017)

En raison de sa position géostratégique, la Roumanie est devenue pays de transit des migrants. Située au confluent des voies qui relient l'Est à l'Ouest et le Sud asiatique au Nord et à l'Ouest européen, elle est incluse

dans «la voie balkanique» de la migration illégale. Cette position pourrait lui affecter des domaines vitaux de la société, y compris la sécurité de l'Etat et de ses citoyens. La migration illégale est aujourd'hui le premier pas vers le crime organisé. D'ailleurs le Centre d'informations de l'ONU pour la Roumanie attirait l'attention en 2009 sur la globalisation du crime organisé et sa transformation en «menace à la sécurité».

En Roumanie, le phénomène de la migration illégale se manifeste dans six zones: à chaque frontière avec les Etats voisins et à la Mer Noire. Chacune présente ses particularités déterminées par le spécifique de la zone. Celui-ci est en fonction des méthodes employées par les migrants, de la destination et du but de leur voyage. Les zones les plus actives sont: la zone Ouest (à la frontière hongroise) et la zone aéroportuaire. Si jusqu'en 2003 les réseaux de migration agissaient à la frontière avec la République de Moldavie et avec la Bulgarie, après cette date on a essayé d'éviter la Roumanie.

Les chiffres montrent que la migration illégale des citoyens étrangers à travers la Roumanie continue (Stroe, 2017), et, d'après les données de l'Inspectorat Général de la Police de Frontière (IGPF) on a enregistré, entre 2016–2017, 1500 migrants étrangers qui voulaient franchir illégalement la frontière en Roumanie. Ils ont été arrêtés et cela, grâce à des mesures visant en principal à sécuriser les frontières du pays (par l'adaptation de la législation, la réorganisation de la Police de frontière, la professionnalisation des policiers, l'intensification de la collaboration interne et internationale, un support logistique performant) et à surveiller les frontières (y compris dépister et surveiller les guides).

Les routes employées par les étrangers venant des pays à grande tendance de migration (Irakiens, Afghans, Indiens etc.), pour arriver en Occident sont: Afghanistan – Iran – Irak – Turquie – Bulgarie – Roumanie ou Afghanistan – Iran – Irak – Turquie – Bulgarie – Serbie – Croatie.

La police de frontière découvre de plus en plus de groupes infractionnels organisés impliqués dans le trafic des migrants. Elle surveille le passage par la Roumanie des citoyens étrangers voulant arriver illégalement dans un des pays de l'Union ou dans l'espace Schengen, profitant de la législation en vigueur qui permet la libre circulation sur le territoire de l'Union européenne de ceux qui ont reçu le statut de réfugié ou de demandeur d'asile.

L'adhésion à l'UE a fait de la Roumanie un pays de destination plus attrayant pour les migrants économiques de l'Est du continent et du Sud asiatique. Consciente du fait que l'intensification du phénomène migratoire met en danger non seulement sa sécurité mais aussi celle des autres Etats membres, la Roumanie a adopté une position qui vise à limiter drastiquement l'immigration économique. Elle croit assurer ainsi la compatibilité avec les autres Etats de l'Union.

En même temps il y a de plus en plus d'étrangers qui viennent en Roumanie. En 2017, 1 855 personnes y avaient demandé l'asile, pendant qu'on avait enregistré plus d'un million de demandeurs d'asile dans l'Union Européenne (Postelnicu, 2017). Des régions qui tout au long de leur histoire ont été exposées à ce phénomène, telles Bucarest, Timisoara, Sibiu et Constanta, hébergent de nombreuses communautés de migrants. Mais il en existe aussi des endroits où la migration est un phénomène plus récent et où la population est moins habituée à avoir affaire avec les migrants.

Par son emplacement, dans le sud-est de l'Europe, la Roumanie est puissamment influencée et supporte directement les conséquences des situations de conflit et post-conflit de l'espace ex-Yougoslavie, de celui ex-soviétique, les influences des situations politiques, sociales ou d'autres genres des pays de l'Asie centrale, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, surtout par les groupes de migrants qui l'emploient en tant que pays de transit pour arriver en Occident.

Il paraît que dans un avenir assez proche la Roumanie pourrait devenir un pays-

«cible» de la migration illégale. Le phénomène de la criminalité transfrontalière enregistre les tendances suivantes: l'extension du phénomène de connexion des différentes infractions (*guidage* des migrants illégaux, trafic d'êtres humains, trafic de stupéfiants, de voitures volées), l'accroissement de l'attractivité de la Roumanie pour des citoyens de l'Asie, de l'Afrique, et même de l'Europe, notre pays se transformant d'une source de main d'œuvre pour le marché noir en un consommateur, ce qui entraîne des mutations dans le volume, le sens et la destination de la migration illégale.

La migration est bien gérée par des établissements tels: l'Office roumain pour immigrations (2007), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, ainsi que d'autres organisations non gouvernementales telles le Forum roumain pour les réfugiés et migrants (ARCA), la Conseil national roumain pour les réfugiés (CNRR), le Service des jésuites pour les réfugiés – Roumanie (JRS), l'Organisation des femmes réfugiées – Roumanie (OFRR), *Salvati copiii!* (Sauvez les enfants!) – Roumanie (SCR).

Les autorités roumaines ont fait des progrès, soutenues bien sûr par les établissements européens en projets et aide financière (investissements en domaine). Ainsi, par des projets tels le système Visa on-line, Le système informatique de management des étrangers, le système EURODAC on a sécurisé les frontières, on a construit et réhabilité des centres d'hébergement pour les étrangers à résidence illégale ou pour les réfugiés.

Chacune des positions mentionnées pose des défis à la sécurité nationale. En voilà quelques-uns: l'accroissement du nombre de migrants tant légaux qu'illégaux (les Roumains sont le plus grand groupe d'immigrés provenant d'un Etat européen); malgré les grandes sommes d'argent envoyées dans le pays, seul un tiers est placé en investissements; un nombre de plus en plus grand de diplômés quitte le pays (ils représentent en tout un quart des migrants roumains et tendent à s'établir à l'étranger).

Conclusion

La migration représente une des forces motrices des transformations sociales de la période actuelle. C'est pourquoi nous devons connaître ses causes et ses conséquences ainsi que les changements sociaux qui en découlent.

Ayant en vue son caractère de «fait social total», la migration doit être analysée de tous les points de vue qui la caractérisent. Parmi eux on peut mentionner: problèmes sociaux, économiques, politiques, militaires, d'environnement. Ils poussent les gens d'émigrer. Là où ils arrivent (si l'on pense à la migration internationale) ils sont confrontés aux problèmes d'adaptation culturelle, d'intégration. Ceux qui réussissent à s'adapter, à s'intégrer, contribuent par leur travail au développement aussi bien du pays de destination qu'à celui du propre pays, et en même temps, à l'amélioration de leur propre situation matérielle. Ceux qui ne réussissent pas, s'ils ne veulent ou ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine, pourraient être la proie des réseaux de crime organisé, et en l'occurrence, porter préjudice à la sécurité des pays de transit ou de destination. D'ailleurs, quelle qu'elle soit, légale ou illégale, la migration crée des problèmes de sécurité tant au pays de destination qu'au pays d'origine. Par leur décision de s'établir dans tel ou tel pays d'accueil, les migrants changent la composition sociale de ces sociétés qui deviennent multiculturelles, multiethniques.

L'analyse des flux de population migratoire met en évidence la multiplication des défis posés, fait retrouvé d'ailleurs dans les préoccupations des gouvernements et de l'opinion publique du pays qui les reçoit. Soit qu'ils impliquent des pays proches ou lointains, soit qu'ils soient libres ou contraints, temporaires ou permanents, ces déplacements humains concernent directement la dynamique de la société contemporaine et lui modifient en profondeur les équilibres.

Ayant en vue le contexte international, les perspectives que je perçois pour l'Europe

concernent la libre circulation et une migration qui va continuer en dépit de l'opposition des décideurs politiques européens qui font de l'enfermement des frontières une doctrine politique de sécurité. Cette conviction est renforcée par les menaces prévues à se produire à l'avenir: la pénurie de ressources d'énergie, d'eau, le terrorisme, mais aussi les menaces politiques, informatiques, économiques. Puis des conflits interethniques, des guerres civiles dues à l'incapacité des gouvernants, des catastrophes naturelles (inondations, tremblements de terre, réchauffement global), tous peuvent provoquer des déplacements massifs de population. Il est important quand même qu'il existe entre-aide dans ce monde globalisé, qu'on les gère avec responsabilité et que leurs effets soient

éloignés ou au moins atténués le plus possible.

Dans ces conditions, je considère que la gestion du phénomène ne peut se réduire à la gestion des conséquences socioculturelles de ces évolutions et que les processus en cours faisant partie des transformations actuelles doivent être compris et maîtrisés.

Par conséquent, il est nécessaire d'élaborer des politiques favorisant la migration au niveau européen, tant que l'Europe en a besoin. Une entente sur la politique des quotas par secteurs d'activité et sur les conséquences de l'attraction des systèmes de protection sociale, ainsi que sur la corrélation entre l'aide publique au développement des pays sous-développés et le potentiel migrateur de ces pays est en même temps fort nécessaire.

Bibliographie

- Lendja Ngnemzue, A. B. (2016) Identité et primauté d'autrui, L'Harmattan, 2008, pp. 36–60. Disponible à [file:///C:/Users/Windows/Desktop/9782140003509_extrait%20\(1\).pdf](file:///C:/Users/Windows/Desktop/9782140003509_extrait%20(1).pdf). Consulté le 3 mars 2010.
- Bertholle, A. (2005) Mexique/Etats Unis: 10 après l'ALENA, *Mémoire de fin d'études*, pp. 60–64. Disponible à http://doc.sciencespo-lyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyber-docs/MFE2005/bertholle_a/pdf/bertholle_a.pdf. Consulté le 8 février 2009.
- Boacă, M. (2007) Identitatea europeană între deziderate și iluzii, en C. Moștoflei (coord.), *Dinamica mediului european de securitate*, CSSAS, pp. 145–159. UNAp «Carol I».
- Elias, N. (1991) *La société des individus*. Paris: Fayard.
- Mihai, A. (2017) În pofida creșterii salariilor, numărul de emigranți nu scade. Ce se mai poate face să ținem românii în România? Disponible à <https://www.zf.ro/eveniment/pofida-cresterii-salariilor-numarul-emigranti-scade-face-tinem-romanii-romania-anul-trecut-au-plecat-210-000-romani-strainatate-cei-multi-tineri-aflati-inceput-cariera-16710812>. Consulté le 3 mai 2017.
- Nakache, D. (2003) *Analyse transversale des questions migratoires dans les partenariats économiques Nord-Sud: bilan, enjeux et perspectives*. Disponible à <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/analyse-transversale.pdf>. Consulté le 10 octobre 2010.
- Nedelcu, M. (2005) Stratégies de migration et d'accès au marché du travail des professionnelles roumaines à Toronto. *REMI*, 21, 1, 77–106.
- Postelnicu, V. (2017) 1.855 de imigranți au cerut azil în România în 2016; Peste un milion de cereri în UE, cele mai multe în Germania. Disponible à <https://www.libertatea.ro/stiri/1-855-de-imigranti-au-cerut-azil-romania-2016-peste-un-milion-de-cereri-ue-cele-mai-multe-germania-1776007>. Consulté le 12 février 2017.
- Sayad, A. (1999) *La double absence*. Paris: Le Seuil.
- Seminatore, I. (2011) Les migrations comme thème de politique étrangère et de sécurité. IERI, Academia Diplomatica Europaea. Disponible à <http://www.ieri.be/fr/publications/ierinews/2011/fvrier/les-migrations-comme-theme-de-politique-trang-re-et-de-s-curit>. Consulté le 4 mars 2011.

- Stoicovici, M. (2013a) *Migrația populațiilor și perspectiva sa socială și lingvistică*. București: UNAP "Carol I".
- Stoicovici, M. (2013b) *Securitate și migrație*. București: UNAP "Carol I".
- Stroe, A. (2017) *160 de dosare de trafic de migrați, înregistrate în România în ultimii doi ani*. Disponible à <https://www.mediafax.ro/social/160-de-dosare-de-traffic-de-migranti-inregistrate-in-romania-in-ultimii-doi-ani-16226716>.
- Tarrius, A. (2002) *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*. Paris: Balland.
- Wihtol de Wenden, C. (1999) *Faut-il ouvrir les frontières?* Paris: Presses de Sciences-Po.
- Wihtol de Wenden, C. (2006) Ouvrir les frontières à l'immigration de travail? *Revue Projet*, 290, janvier.
- Wihtol de Wenden, C. (2010) *Rapport d'information présenté à l'Assemblée Nationale le 19 novembre 2003*. Disponible à <http://www.assemblee-nationale.fr/12/pdf/europe/rap-info/i1238.pdf>. Consulté le 8 novembre 2010.
- Winkler, I. (2008) *România exportă prea multă forță de muncă*. Disponible à <http://www.ziare.com/udmr/stiri-udmr/iuliu-winkler-romania-exporta-prea-multa-forta-de-munca-354880>. Consulté le 9 mai 2011.
- Wolton, D. (2003) *L'autre mondialisation*. Paris: Flammarion.
- Zamfir, R. (2017) *Deficitul de forță de muncă în IT e de 35% față de cerere*. Disponible à <https://www.businesscover.ro/deficitul-de-forta-de-munca-in-it-e-de-35-fata-de-cerere/>. Consulté le 15 juin 2017.